

# PLAN D'ACTION

Urgence: Critique

CONFIDENTIEL

N° Dossier : EXEMPLE-DEMO-100K

Date : 24/02/2026

## Phase 1 : Actions immédiates (J0 — 24/02/2026)

### Constitution du dossier

- Collecte et organisation des pièces justificatives** : Contrat de prestation du 15/01/2024 signé, procès-verbal de réception sans réserve du 30/06/2024, facture F-2024-112, copies des trois relances amiables (emails des 15/07, 01/08, et courrier recommandé du 20/08/2024 avec AR).
- Vérification de la validité des documents** : S'assurer que le contrat est parfaitement exécutoire, que la réception sans réserve atteste de la conformité des prestations, et que la facture est conforme aux exigences légales (mention du taux de TVA, montant TTC, date d'exigibilité).
- Analyse juridique préliminaire** : Confirmation que le paiement est exigible depuis le 01/07/2024, que les relances amiables ont été effectuées conformément à la bonne pratique, et que le taux d'intérêt légal majoré de 10 points s'applique en vertu de la loi du 31/12/1992.

### Envoi de la mise en demeure LRAR

- Rédaction d'une mise en demeure formelle** adressée à la SAS TechSolutions, par lettre recommandée avec accusé de réception, rappelant :
  - Le montant dû (100 000 € TTC),
  - La date d'exigibilité (01/07/2024),
  - Les relances amiables déjà effectuées,
  - L'application des intérêts de retard au taux légal majoré de 10 points,
  - L'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €,
  - La mise en garde sur les conséquences juridiques en cas de non-paiement (procédure judiciaire).
- Délai imparti** : 8 jours pour régulariser la situation, compte tenu du caractère critique de l'urgence.

### Actions conservatoires si nécessaires

- Recherche d'éventuelles mesures conservatoires** :

- Vérification de la situation financière de la SAS TechSolutions (consultation du registre du commerce, bilans, etc.),
- Envisager une demande de saisie conservatoire (saisie-vente, saisie-attribution) si des actifs sont identifiables,
- Consultation d'un huissier pour évaluer la faisabilité et la pertinence d'une mesure conservatoire immédiate,
- Attention à la nécessité d'un titre exécutoire préalable ou d'une autorisation judiciaire selon la nature de la mesure.

---

## Phase 2 : Première relance (J+8 — 04/03/2026)

---

### Vérification de la réception de la LRAR

- Contrôle de l'accusé de réception de la mise en demeure pour s'assurer que la SAS TechSolutions a bien reçu la lettre.
- En cas d'absence de réception, envisager un nouvel envoi ou une notification par voie d'huissier.

### Relance téléphonique / email

- Prise de contact directe avec le représentant légal, M. Éric Dubois, ou le service comptable de la SAS TechSolutions.
- Objectif : obtenir un engagement ferme de paiement ou une proposition de plan d'apurement.
- Envoi d'un email de relance formel reprenant les termes de la mise en demeure, en insistant sur l'urgence et les conséquences juridiques.

### Modèle de relance à utiliser

- Courriel type rappelant la mise en demeure, le montant dû, le délai imparti, et la volonté de privilégier une résolution amiable.
- Mention explicite que sans réponse sous 7 jours, la procédure judiciaire sera engagée.

---

## Phase 3 : Expiration du délai (J+15 — 11/03/2026)

---

### Analyse de la réponse ou du silence

- **Si paiement intégral ou plan d'apurement proposé :**
- Vérification de la recevabilité de la proposition,
- Rédaction d'un accord écrit formalisant les modalités de paiement,
- Suivi strict du respect des échéances.

- **En cas de refus ou silence persistant :**
- Préparation à l'escalade contentieuse,
- Analyse approfondie des risques et opportunités.

### **Décision : négociation amiable ou escalade**

- Évaluation stratégique : compte tenu du montant élevé et de l'absence de contact depuis septembre 2024, privilégier l'escalade.
- Possibilité de solliciter un rendez-vous de conciliation ou médiation si la partie adverse manifeste une volonté de dialogue.

### **Préparation du dossier contentieux si nécessaire**

- Constitution du dossier complet pour assignation en paiement devant le Tribunal de commerce compétent (Lyon, siège social de la SAS).
- Rédaction de l'assignation avec exposé clair des faits, fondements juridiques, et demande de condamnation au paiement principal, intérêts, et indemnité forfaitaire.
- Préparation d'un mémoire en réponse aux éventuelles contestations.

---

## **Phase 4 : Escalade (J+30 — 26/03/2026)**

---

### **Saisine du médiateur / conciliateur si applicable**

- Vérification de la possibilité et de l'intérêt d'une saisine préalable du médiateur de la consommation ou d'un conciliateur commercial.
- Si la partie adverse reste injoignable, cette étape peut être omise pour ne pas retarder la procédure.

### **Constitution du dossier pour assignation**

- Finalisation de l'assignation avec pièces jointes (contrat, PV de réception, factures, relances, mise en demeure).
- Dépôt au greffe du Tribunal de commerce de Lyon.
- Notification de l'assignation à la SAS TechSolutions par huissier.

### **Budget prévisionnel**

- Frais d'huissier pour notification : environ 150 €,
- Frais de greffe : environ 200 €,
- Honoraires d'avocat (si recours à un conseil) : à estimer selon convention,
- Possibilité de demander la condamnation de la partie adverse aux dépens et aux frais irrépétibles.

---

## Phase 5 : Actions complémentaires (J+45 à J+60)

---

### Suivi des procédures engagées

- Surveillance du calendrier judiciaire (date d'audience, délais de conclusions).
- Préparation des conclusions en réponse à la défense éventuelle.
- Préparation d'une demande d'exécution provisoire pour accélérer le recouvrement.

### Dates clés : 10/04/2026 et 25/04/2026

- 10/04/2026 : Date indicative pour dépôt des conclusions ou réponse à la défense.
- 25/04/2026 : Date possible d'audience ou de rendez-vous de conciliation judiciaire.

---

## Tableau récapitulatif

---

Date	Action	Responsable			
24/02/2026 (J0)	Constitution dossier, envoi mise en demeure LRAR	Juriste / Client			
(J+8)	Vérification LRAR, relance téléphonique/email	Juriste			
11/03/2026 (J+15)	Analyse réponse, décision négociation ou assignation	Juriste / Client			
26/03/2026 (J+30)	Dépôt assignation, notification huissier	Juriste / Huissier			
10/04/2026 (J+45)	Suivi procédure, dépôt conclusions	Juriste			
25/04/2026 (J+60)	Audience ou conciliation judiciaire	Juriste / Client			

---

## Recommandations stratégiques

---

### Points de vigilance

- **Respect strict des délais** : Le caractère critique impose une rigueur absolue dans le respect des échéances pour éviter toute prescription ou perte de droits.
- **Preuve de la bonne exécution** : Le PV de réception sans réserve est un élément clé pour démontrer l'exécution parfaite des prestations.
- **Surveillance de la situation financière de la SAS** : Risque de défaillance ou procédure collective à anticiper.
- **Communication écrite** : Toute prise de contact doit être formalisée pour constituer un dossier probant.

### Alternatives à envisager

- **Procédure de recouvrement amiable par huissier** : Mise en demeure par voie d'huissier avant assignation.
- **Procédure accélérée** : En cas d'absence de contestation, assignation en référé provision pour obtenir une ordonnance de paiement rapide.
- **Saisine du tribunal compétent en référé** : Pour obtenir une mesure conservatoire urgente si des actifs sont identifiés.

### Estimation des chances de succès

- **Fortes chances de succès** : Contrat signé, prestation réceptionnée sans réserve, facture émise et exigible, relances amiables effectuées, absence de contestation formelle.
- **Risques** : Difficultés financières de la SAS TechSolutions pouvant entraîner une procédure collective, ce qui pourrait retarder ou réduire le recouvrement.
- **Recommandation** : Agir rapidement pour sécuriser les droits et envisager une mesure conservatoire si possible.

---

Ce plan d'action, rigoureux et adapté à l'urgence, permettra de maximiser les chances d'obtenir le paiement intégral de la créance de M. Jean-Pierre Moreau, tout en préservant ses droits en cas de contestation ou de défaillance de la partie adverse. ---

### Mention importante

---

Ce document est généré automatiquement. Consultez un avocat pour validation.

---

Ce document est confidentiel. Consultez un avocat pour validation.